

LE PARCOURS INTELLECTUEL DES KHMERS ROUGES

Par [Sacha Sher*](#), le 19 novembre 1999

Pol Pot, Nuon Chea, Ieng Sary, Khieu Samphan, Son Sen, Ta Mok, ces hommes à la tête de la sanglante et putride expérience révolutionnaire khmère rouge - leurs épouses Yun Yat, Khieu Thirith, Khieu Ponnary n'ayant eu que des fonctions sans pouvoir réel - hantent l'esprit des trois-quarts de Cambodgiens rescapés de la famine, de l'emprisonnement avec torture, des déportations et des maladies qui sévirent pendant trois ans huit mois et vingt jours au Cambodge de 1975 à 1979.

Les Cambodgiens évitent de se pencher sur ces années de contact quotidien avec la mort, et, dans la conscience nationale, l'incompréhension est source d'états dépressifs voire de folie. Pourquoi la machine répressive de l'*Angkar Loeu*, l'Organisation suprême dirigeante, a-t-elle conduit à la mort près de deux millions d'innocents pour la plupart venus des villes ? Pourquoi a-t-elle répandu le travail forcé, les déportations massives et continues, la destruction des biens et de la culture passés ? Pourquoi a-t-elle ordonné l'alimentation exclusivement en commun, la dislocation systématique et l'exécution de familles entières, l'abolition de la pensée individuelle et des sentiments amoureux ?

Pour le comprendre il convient de coupler les conditions de vie décrites sous les Khmers rouges avec l'analyse minutieuse des discours et écrits des acteurs du génocide, de l'idéologie, et des préoccupations historiques qui nourrirent leurs actes, et ce depuis leurs années d'étude où ils vinrent pour la plupart à la politique dans l'atmosphère bouillonnante des mouvements anticolonialistes en France.

Les explications par les circonstances historiques Il fut affirmé par quelques observateurs occasionnels que la culture nationale, la brutalité des paysans, furent des raisons déterminantes de la férocité du régime. Pourtant les cultivateurs se satisfaisaient tout à fait de leur sort et d'une douceur de vie unique en Asie, même si le banditisme n'était pas inexistant. Haing Ngor, rescapé de l'enfer khmer rouge, écrit que « l'âme cambodgienne » peut être mue par un sentiment de vengeance froide : le *kum*, mais que « le mal n'aurait pas été bien grand si d'autres pays ne s'en étaient mêlés » [1].

Il est vrai que les troupes du protectorat recrutaient, de préférence aux Vietnamiens, des Cambodgiens jugés plus vaillants au combat. Mais la thèse pseudo-culturelle d'un inconscient refoulé prêt à exploser depuis plusieurs siècles, thèse développée par Sihanouk [2], ne saurait être retenue. Le souverain cambodgien n'est pas le mieux habilité à juger son peuple en toute objectivité, lui dont la rancune et l'esprit de vengeance à l'encontre de l'Assemblée nationale qui le renversa en 1970, le conduisirent, cinq ans durant, à appeler au soulèvement contre la jeune république aux côtés des Khmers rouges. A l'origine, sa responsabilité personnelle est loin d'être négligeable.

On ne saurait sous-estimer ni les conséquences d'une guerre de cinq ans ni les dégâts d'un endoctrinement constituant le seul repère de jeunes soldats forcés à obéir sous peine de représailles. La guerre de 1970 à 1975 - devenue civile en 1973 - a certainement altéré les mentalités au pays du sourire, mais n'explique pas l'attitude des Khmers rouges qui alla à contre-courant du désir général de réconciliation, désir entretenu par les républicains et les Khmers rouges eux-mêmes qui s'assurèrent du désarmement des habitants de Phnom Penh. Les Khmers rouges en profitèrent pour inviter les officiers, hauts fonctionnaires et autres hommes instruits à mettre leurs talents à leur service avant de les éliminer sans pitié. Les premières purges furent-elles alors motivées par un sentiment paranoïaque de citadelle assiégée ou par la volonté d'imposer une société uniformisée à tous ? Au Cambodge, le « communisme de guerre » se maintint plus de trois ans et demi après la fin des hostilités. Pire, il se radicalisa à mesure que l'*Angkar* étendit son contrôle, et s'envenima au moyen d'incitations à la « haine brûlante » et à la « colère bouillonnante » contre l'ennemi impérialiste, féodal, individualiste, visible, « invisible », etc.

S'ils s'emportaient quelquefois, les soldats n'agissaient pas en fous furieux, mais logiquement, stoïquement, parlant d'un ton égal, le raisonnement l'emportant sur les sentiments, un sourire attentionné au coin des lèvres pour endormir toute vigilance. Ils ne vous imposaient pas de leur donner vos effets personnels, mais vous « proposaient » l'objet en question (le verbe « proposer » ou « suggérer » remplaçait « demander »). Cette courtoisie apparente, très

cambodgienne, obéissait aussi à une tactique révolutionnaire constamment rappelée aux soldats dès 1970, afin de « plaire à tous » [3]. Le régime s'efforçait de tenir ses hommes. Ainsi, lors des purges, les cadres militaires et politiques ou les chefs de villages instruits, indulgents ou corrompus, furent remplacés par de nouveaux hommes, mieux formés, inflexibles, sciemment choisis parmi des paysans pauvres, extraits « comme des diamants » de la campagne reculée, loin des souillures de la société capitaliste à éliminer. L'Angkar joua avec le feu quand elle utilisa des enfants-soldats en nombre pour surveiller les déportés présentés comme les meurtriers de leurs parents. Pour ce qui est des cadres, l'écrasante majorité étaient des adultes, souvent lettrés, chargés d'appliquer des formules lapidaires venues du haut et souvent empruntées aux communistes vietnamiens comme le slogan « Mieux vaut laisser mourir dix innocents que de laisser un ennemi s'échapper ».

Parler pour le seul cas cambodgien d' « autogénocide », c'est oublier les tueries en chaîne, les purges, les exécutions aveugles ou les famines perpétrées par d'autres dirigeants communistes convaincus de pouvoir construire leur pays après une phase de destruction. Au-delà de son simplisme, l'argumentation de type culturaliste alimente une vision lampiste de l'histoire mise en avant par les anciens bourreaux eux-mêmes à des fins de réhabilitation. Et encore, les Khmers rouges insistent moins sur l'incapacité de leurs subordonnés que sur de prétendues infiltrations vietnamiennes et l'accent mis excessivement sur la conscience révolutionnaire au détriment de la technique et de l'administration.

Une méconnaissance de la conscience politique des protagonistes

Il est d'abord peu connu que nombre de Khmers rouges ont vécu plus ou moins longtemps en France, au contact du PCF, avant d'apprendre les techniques de propagande et de contrôle de la population auprès des communistes vietnamiens. Si l'on excepte les ministres, les cadres de haut rang, ou les intellectuels cambodgiens qui ont pu insuffler leurs idées aux dirigeants, parmi les membres du Comité permanent du comité central à la tête du Kampuchéa démocratique, les irréductibles qui avaient échappé au processus des purges étaient des militants marxistes assidus en France : en dehors de Nuon Chea, numéro 2 du régime, de Ta Mok, Chef d'état-major de l'armée nationale du Kampuchéa démocratique, vice-président de l'Assemblée nationale, qui n'étaient pas venus en France, mentionnons le numéro un Pol Pot (étudiant en radio-électricité à Paris de 1949 à 1952), Ieng Sary le numéro trois du régime, chargé des Affaires étrangères (de 1950 à 1957 il étudiait en propédeutique à la Sorbonne et « séchait » les cours de l'Institut d'études politiques), Son Sen, chef des forces armées et responsable de la sécurité intérieure (de 1950 à 1955, dans une école normale d'instituteurs à Melun et, sans grande assiduité, en philosophie à la Sorbonne). Khieu Samphan, la face visible de Pol Pot à l'étranger grâce à son poste de président du présidium d'État ne semble pas avoir été membre du Comité permanent. Il était à la tête de l'Office en charge de la surveillance des membres du Comité central. Khieu Samphan était diplômé d'études supérieures en droit à Montpellier et docteur en sciences économiques en 1959 après trois années d'études à la Sorbonne. D'autres membres du Comité permanent du comité central du P.C.K., tels Koy Thuon, Sao Pheum, Vorn Vet, et Kung Sophâl (alias Koe), qui n'étaient pas passés par la France furent victimes des purges. Selon des sources proches de Ieng Sary, un Comité de sécurité clandestin dirigé par Pol Pot, Nuon Chea et Son Sen, décidait des grandes mesures de répression.

La psychologie de ces personnes devenues souvent professeurs ou directeurs de lycée et d'instituts dans un pays aux structures éducatives toutes récentes, est trop souvent l'objet de caricatures : brutalité et sauvagerie de *serial killers*, esprit féodal hérité de la société khmère, âmes empoisonnées d'un « venin prochinais démentiel sans aucune rationalité » [4], paranoïa et obsession sécuritaire (réelles mais non dénuées de réflexes fondés sur l'idéologie et la vie en clandestinité). Si l'on exclut Nuon Chea et Ta Mok, dont les personnalités restent mal connues, les futurs cadres, ministres ou dirigeants parmi lesquels Pol Pot, Khieu Samphan, Son Sen, en tant qu'étudiants, étaient appréciés pour leur sympathie et leur modestie. Pol Pot et Khieu Samphan ne se départiront d'ailleurs jamais de leur affabilité et d'une certaine douceur. Seul Ieng Sary se révélait intransigeant derrière une bonhomie naturelle. C'est la politique et non un comportement prompt à la colère qui les galvanisait. Vers 1952, au moment où le PCF tractait contre le « complot » et la « fascisation » du régime, Pol Pot se voyait déjà tenir les dossiers biographiques des membres de la future organisation [5].

Si l'on se penche sur la thèse de troisième cycle en économie de Khieu Samphan, *L'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation* (composée de 1956 à 1959), on constate que les accents autoritaires d'un petit législateur prônant des « mesures très sévères » n'y manquent pas. Il fut pourtant longtemps présenté comme un réformiste intègre et sincère et un représentant respectable du mouvement khmer rouge à l'étranger. En réalité son rôle de superviseur des purges à l'intérieur du comité central du Parti communiste khmer est loin d'être négligeable, comme celui d'idéologue : comme les Khmers rouges plus tard, sa thèse a en vue l'industrialisation de son pays, et certains futurs préjugés économiques y sont présents comme l'improductivité du commerce intérieur et du secteur des transports, la nocivité du commerce international orientant la production artisanale vers les produits de luxe (toutes activités tenues en majorité par les minorités vietnamiennes et chinoises), ainsi que l'improductivité de la majorité des emplois urbains. Il alterne les solutions étatistes :

« L'État doit jouer un rôle bien plus important que dans les pays d'Europe dans la tâche de l'industrialisation du pays ».

Les déclarations protectionnistes :

« Les seules périodes d'industrialisation sérieuses des pays sous-développés se situent pendant la guerre mondiale, c'est-à-dire au moment où l'autarcie forcée réduit la concurrence étrangère, alors que les capitaux étrangers n'affluent plus. [...] Les sauces de soja khmères sont préférées par la population parce que plus conformes à leurs goûts que les sauces Maggi importées ».

Et les phrases modérées : « Nous ne proposons pas de faire disparaître les classes qui détiennent les revenus dominants » qu'il convient d'amener à des activités productives et de transformer en « entrepreneurs capitalistes agricoles ou industriels ». Sa thèse est très proche de la position de Mao prônant une *Nouvelle démocratie* comme phase de transition du féodalisme au socialisme, un ouvrage abondamment lu à la Cité universitaire de Paris où logeait Khieu. De sorte que le va-et-vient est constant entre les positions modérées et dogmatiques. Deux lignes édifiantes de son mémoire, page 172, spécifient pourtant que l'adhésion des masses à la direction passe par « un travail d'éducation politique des paysans » qui demande « de la patience et de la compréhension à l'égard des paysans en même temps que de hardiesse dans la lutte » [6].

Voulant changer la société pour lutter contre les inégalités, il ne pouvait préconiser ouvertement la force dans une thèse conduite sous la direction du professeur de tendance libérale et anti-autarcique Gaston Leduc. Mais pour Khieu « la mobilisation productive de la rente foncière ne sera possible que par voie d'autorité, surtout au début » et il encourage à maintes reprises à plus de centralisation et d'« organisation », ce qui n'est guère étonnant pour ce responsable discipliné, dogmatique et peu pragmatique du Cercle d'études marxistes khmer de Paris de 1957 à 1959, qui préconisait alors de suivre la ligne du PCF.

Khieu a acquis très tôt une méfiance systématique vis-à-vis de toute propriété privée ou de toute dépense ou consommation personnelles. En accord avec les instructions de Mao sur le « régime de stricte économie » et de lutte contre le gaspillage « dans tous les domaines » prôné dans *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957) pour moderniser l'industrie, Khieu Samphan prévoyait la restriction des dépenses personnelles, dans des phrases qui annoncent les contrôles mutuels et les appels khmers rouges à un « haut niveau d'économie et de renoncement » :

« L'industrialisation exige l'investissement de fonds considérables. Ces fonds doivent être obtenus par l'accumulation des ressources propres du pays. En conséquence, il est nécessaire de pratiquer le régime de la plus stricte économie. L'État devra être le premier à en donner l'exemple. Il devrait être le premier à éviter toute dépense de prestige et à éviter le moindre gaspillage. [...] Afin d'arriver à cette stricte application du régime d'économie dans tous les domaines, chacun devrait avoir le droit et le devoir de combattre publiquement tout état d'esprit tendant à s'opposer à ce régime et à inciter au gaspillage. Pour ce qui touche le gaspillage, aucune administration ou personne ne doit être indulgent envers soi-même ou envers un autre, ni remplacer le contrôle et la vérification mutuels par l'indulgence réciproque. Le mouvement pour la réalisation des économies doit être un mouvement national » [7].

L'engagement politique de l'étudiant Saloth Sar / Pol Pot mérite aussi des éclaircissements. En juin 1952, Saloth Sar écrit dans un bulletin de l'Association des étudiants khmers un article

intitulé *Monarchie ou démocratie* ? Il s'agit d'un brûlot contre le roi Sihanouk, son gouvernement de courtisans, et la monarchie, « doctrine injuste, aussi infecte qu'une plaie putride », gouvernée par la France. Le pseudonyme qu'il emploie au bas de l'article afin de conserver sa bourse, *Khmer daæm*, c'est-à-dire « Khmer originel » ou « Khmer par origine » prête facilement le flanc aux accusations de passéisme, de mégalomanie, ou de fanatisme racial.

En fait, *Khmer daæm* appartenait au vocabulaire courant des Khmers pour désigner les Khmers de souche, l'expression ne possédant aucune nuance de nationalisme exacerbé ou de revendication de pureté de l'identité khmère. A l'époque, ses camarades et lui-même n'avaient pas la notion de l'authenticité de l'identité khmère ou la volonté de valoriser les racines khmères. Les qualifier d'ultra-nationalistes, c'est, selon un ex-ami, calomnier ces militants « obnubilés par l'internationalisme, la fraternité et la socialité internationale » pour qui le nationalisme, l'idée d'ethnie ou de race, étaient des crimes, avec des relents d'impérialisme et de nazisme. *Khmer daæm* renvoie à une tribu de l'ouest au pied du massif des Cardamomes [8]. Le rousseauiste Pol Pot idéalisait sans doute ces victimes de l'exploitation féodale.

Un autre pseudonyme employé par Saloth Sar à Paris, et qui lui restera, « Pol », est la prononciation francisée et usuelle en khmer du mot pali-sanskrit Pôl (traduit par « soldat » ou « esclave héréditaire » [9]). On retrouve le mot « Pôl » dans deux articles écrits à Paris. Celui attribué à Saloth Sar, dans un passage dénonçant la condition des Khmers sous la monarchie, traduit diversement : les Khmers étaient « pareils à des animaux, servant de soldats (*pol*) ou d'esclaves (*knjom ke*), contraints de travailler jour et nuit pour nourrir le roi et son entourage » ou « la condition du peuple se rabaisse à celle de l'animal ; le peuple, qui est considéré comme un troupeau d'esclaves est obligé de travailler sans relâche nuit et jour, pour nourrir la monarchie absolue et son sérail de courtisans » [10]. Ensuite dans l'article « La lutte libératrice du peuple khmer », publié anonymement dans le numéro 16 de février 1953 de la revue *Étudiants anticolonialistes* [11] qui évoque la répression coloniale au début du XXème siècle en ces termes : « tous les habitants étaient condamnés à porter le nom ignominieux, symbole de la pire servitude de 'Damnés', de 'Maudits', et leur condition juridique ravalée à celle des 'Pôls', des 'Esclaves' ». Cette valeur symbolique peut illustrer la volonté de Saloth Sar de rompre avec son milieu familial de riches propriétaires.

Puisque « nationalisme » il y a chez les Khmers rouges, il doit être restitué dans le contexte de leur lutte anti-coloniale aux côtés d'un PCF qui, opposé à l'impérialisme économique américain, est attaché à « produire français » et fustige les hommes des trusts capitalistes « sans patrie ». L'hypothèse d'une obsession nationaliste et passéiste pour un retour à un « khmer originel » angkorien (Angkor étant le nom de l'Empire khmer qui prospéra autour de l'an Mil) repose sur des manipulations de sources et l'ignorance d'une veine communiste idéalisant un état de nature antique dénué des vices de la société moderne, où règne le désintéressement total. Après « deux mille ans d'exploitation », les Khmers rouges souhaitaient créer une ère nouvelle, « plus glorieuse encore que celle d'Angkor ». Ils construisaient une société qui perdurerait plusieurs centaines ou milliers d'années, à la suite de Mao et du Parti Vietminh [12].

La dilution du sens donné aux actes

Les mots qui tuent

Selon Ben Kiernan, pendant les années de la Révolution khmère rouge, les trois quarts des morts étaient des Khmers. Il estime pourtant que la lutte de race avait autant de place si ce n'est plus que la lutte de classe [13]. Négligeant le fait que les citadins (à commencer par les fonctionnaires, les militaires et les intellectuels) furent les premiers maltraités comme de vulgaires prisonniers de guerre, Kiernan affirme que la plupart des Khmers victimes des Khmers rouges avaient été accusés d'être des « Vietnamiens dans l'âme » ou d'avoir « un esprit vietnamien dans un corps khmer », ce qui peut renvoyer simplement à une répression des déviations idéologiques ou de toute adhésion du cœur au Vietnam, et non forcément à une volonté ethnocide. En fait, les morts nombreux parmi les Chinois ou Vietnamiens d'origine s'expliquent par leur concentration importante dans les zones urbaines, et parmi les commerçants, négociants, artisans et professions libérales.

Les accusations d'« agent vietnamien », accolées parfois à agent de la CIA ou du KGB renvoient plutôt à l'habitude communiste d'accuser un homme d'appartenir à la subversion étrangère, comme le souligne le terme d' « agent ». Les termes qui revenaient le plus souvent étaient plutôt ceux d'« ennemi » ou de « traître ». Lors de l'élimination des cadres du Nord et du Nord-Ouest où la situation économique était endémique, les Khmers rouges utilisaient une expression relevée sans commentaires par David Chandler, qui permet néanmoins d'éclairer le mode de pensée des dirigeants : « 'Objectivement' - telle était la formule officielle - les cadres responsables de ce désastre étaient des 'saboteurs', des 'ennemis' et des 'traîtres' » [14].

« Objectivement » est une expression déjà en vogue chez les sociaux-démocrates et les populistes russes du XIX^{ème} siècle, sans doute apprise par les Khmers rouges au contact du PCF et appartenant à la langue de bois communiste pour indiquer que la ligne du Parti est conforme à la vérité historique contre toutes les opinions individuelles et subjectives. Dans la pratique, les *yotheas* (les hommes armés) ne sélectionnaient pas seulement leurs victimes parmi les ennemis déclarés, ou suspects de sabotage économique pour n'avoir pas rempli les normes, à l'instar d'autres régimes communistes où la séparation entre la vie civile et pénitentiaire était plus nette. Pol Pot voulait aussi lutter contre le problème de l'individualisme. Les ennemis pouvaient être « invisibles » aussi fallait-il s'appuyer « sur des facteurs subjectifs en tant que base » [15].

Une société franchement communiste

L'Angkar menait deux batailles : contre l'ennemi et pour la production comme le résumait le slogan « Une main pour la production, une main pour frapper l'ennemi ». Radio Phnom Penh se plaisait à répéter : « Seuls ceux qui travaillent peuvent manger » [16], ce que l'on ne peut considérer comme une transposition d'un principe bouddhiste voulant que « les mérites suivent les actes » [17]. Les Khmers rouges se vantaient de châtier les coupables immédiatement, à la différence du bouddhisme qui promettait une punition au pécheur dans une vie ultérieure. De plus, le slogan est un fondement de la société soviétique décrite dans *l'Histoire du Parti communiste d'URSS*, la Bible des communistes français des années cinquante, à la suite de Lénine qui écrit dans le paragraphe *Première phase de la société communiste* de *L'État et la Révolution* : « 'Qui ne travaille pas ne doit pas manger' : ce principe socialiste est déjà réalisé » [18]. Autrement dit, pour reprendre une phrase de *l'Internationale*, l'oisif ira loger ailleurs. Au « Kampuchéa démocratique », où l'on se réclamait plus du léninisme que du marxisme et du stalinisme, ce slogan avait toutes les raisons d'être repris. En pratique, les personnes souffrantes ne pouvant travailler voyaient leur « part » de nourriture réduite de moitié, afin de dissuader les malades imaginaires. Cette politique d'apparence eugéniste était pourtant bien inspirée par la mobilisation de tous dans la construction de la future société communiste...

Selon Marx et Engels, toute révolution doit, au début, appliquer le « travail obligatoire pour tous », l'« organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture » [19].

S'il fallait sans cesse travailler pour recevoir sa pitance, au Cambodge, le principe « à chacun selon son travail » n'avait finalement plus cours. Ce principe était considéré par Marx et Lénine comme une subsistance du mode de production bourgeois nécessaire à la première phase du communisme pendant laquelle les hommes ne savent pas encore travailler d'emblée pour la société sans normes juridiques [20]. La population fut divisée en trois classes d'âge ou « forces » de travail (jeunes, âge moyen, âge avancé), occupées chacune à des tâches spécifiques [21] et les Khmers rouges proclamèrent la distribution de la nourriture, à chacun, selon « trois » types de besoins, en fonction des trois « forces ». Ainsi, sur le plan du partage, les Khmers rouges pensaient sincèrement avoir atteint le communisme [22]. Les travailleurs n'avaient en effet plus de raisons de moduler leur travail en fonction des besoins d'une famille plus ou moins nombreuse, puisque l'Angkar se chargeait d'évaluer les besoins de chacun. Ainsi les enfants et les vieillards avaient des rations, ou « unités d'alimentation » plus petites que les autres [23].

Les racines intellectuelles de l'idéologie khmère rouge sont incomplètes car occultées volontairement par des révolutionnaires se réclamant d'un socialisme sans modèle. Rappelons qu'ils critiquaient la politique des pays socialistes contemporains (révisionnisme des Vietnamiens et des Soviétiques, subsistance du culte de la personnalité et des repas en familles en Chine et en Corée du Nord, etc.). L'orgueil n'est peut-être pas la seule raison tant leur

volonté de faire de l'épisode du Kampuchéa une « expérience révolutionnaire sans précédent » [24] transparaît dans des détails de la vie quotidienne.

Mao lança les communes populaires, les mobilisations de masse pour certaines tâches prioritaires, l'auto-suffisance régionale, les crèches communautaires, la collectivisation des objets courants. Il interdit les relations amoureuses hors mariage, généralisa l'autocritique dans la vie quotidienne. Les communistes chinois et vietnamiens envoyèrent partiellement des citoyens, des étudiants ou des intellectuels travailler à la campagne, ils collectivisèrent les moyens de production, déportèrent certaines populations, persécutèrent des minorités, tentèrent des accélérations vers plus d'égalitarisme, devinrent collectivité, et d'athéisme. Les Khmers rouges, reprenant leurs slogans et leurs méthodes de répression avec une cruauté sans précédent (ou sans autre précédent qu'en Corée du Nord), allèrent beaucoup plus loin en plongeant leur pays dans l'utopie communiste, avec une « rapidité » et une indépendance affichées. En voyage en Chine en 1977 Pol Pot disait qu'ils avaient appliqué la pensée de Mao « avec créativité et succès » [25]. Le caractère beau et incomparable de la révolution cambodgienne venait de ce qu'ils allaient plus vite que les autres ; ils réalisaient un « super Grand Bond (en avant) », une « nouvelle expérience, qui plus est importante pour le monde entier, parce que nous n'agissons pas comme les autres. Nous bondissons d'une révolution populaire démocratique à une révolution socialiste, et construisons rapidement le socialisme » [26].

Au terme du processus révolutionnaire, excepté la cuillère, rien n'était à personne, les mots « je », « mon », « ma », « mien » étaient bannis, l'argent et le commerce intérieur abolis, les villes vidées et les gens régulièrement déportés (même le personnel des ministères déménageait périodiquement), les attitudes individualistes réprimées, le travail en rang généralisé, les familles séparées, les enfants confisqués aux parents, tous les adultes appelés « papa » ou « maman » par les enfants, les repas pris obligatoirement en commun, les portions alimentaires uniformisées par tranches d'âge, la tenue identique pour tout le monde, les logements devenus communs pour les enfants et les équipes de travailleurs mobiles, les déplacements réglementés, l'auto-suffisance imposée à chaque village, le produit du travail entièrement confisqué par la communauté, la division du travail abolie au profit du roulement dans les tâches, les sentiments et l'indulgence abolis, le mariage et les relations de couple réduites à leur fonction reproductrice, les bonzes et les hommes instruits massacrés.

Ce qui fut réalisé au Cambodge ressemble étrangement par certains aspects aux modèles de société rêvés par les utopistes collectivistes des siècles derniers fustigeant la notion de « tien » et de « mien ». Pol Pot avertissait : « Nous ne permettons pas à l'individualisme de se relever » [27], et s'employa à chasser le problème de l'individualisme jusque dans le parti. Le Parti, c'est-à-dire le « pouvoir d'État [devait] s'infiltrer dans tous les recoins » de la société - une définition somme toute pas mauvaise du totalitarisme - selon un Plan quadriennal du Parti pour construire le socialisme dans tous les domaines [28]. Cherchant coûte que coûte à renverser ce régime de propriété privée qui avait autant de différence avec le « régime collectiviste pur, sain et juste » que la Terre en avait avec le Ciel [29], les Khmers rouges étaient forcés de procéder par la violence et de pourchasser impitoyablement tous les anti-révolutionnaires qui ne manqueraient pas de s'opposer à leur projet. On retrouve certes une même ambition millénariste chez les Bolcheviks vers 1919-1920 avec l'apparition de communes modèles où possession et vie personnelle devaient tendre à disparaître, et les Khmers rouges se vantaient d'avoir dépassé Lénine lequel avait souhaité abolir la monnaie sans y parvenir [30]. Mais Pol Pot et Khieu Samphan admiraient aussi l'œuvre de Rousseau, et Pol Pot et Ieng Sary fréquentèrent les cours de l'Université nouvelle du PCF où étaient enseignés la Conjuración de Babeuf, et, brièvement, les utopistes, dont les œuvres avaient été publiées par les Editions sociales : l'*Utopie* de Thomas More, des textes choisis de Babeuf (1951), des textes choisis de Fourier (1953), le *Code de la Nature* de Morelly (1953), *La Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf* par Buonarrotti (1957).

* -----

Auteur d'un mémoire de maîtrise préparé sous la direction de Robert Frank et de Marie-Pierre Rey, soutenu à l'Université de Paris I en 1998.

[1] Ngor (Haing), *Une odyssée cambodgienne*, Fixot/Presse, 1988, p. 17.

[2] Sihanouk a souvent mis en cause un trait d'abord attribué aux Malais et aux Phillipins : l'amok, une colère soudaine. Le journal *Le Monde* se fait le relais du roi Sihanouk : « La blessure que le passage de Pol Pot a infligée pour longtemps au peuple khmer, est, de l'aveu même de Norodom Sihanouk, le résultat d'une profonde pulsion de mort qui pousse épisodiquement celui-ci à l'auto-flagellation. 'Plusieurs fois dans le passé, le peuple khmer, qui a construit Angkor, a éprouvé un besoin morbide de se meurtrir lui-même', reconnaît le souverain ». Deron (Francis) et Pomonti (Jean-Claude) dans *Le Monde*, 18 juin 1997 et 17 avril 1998.

[3] Chandler (David), *Pol Pot, frère numéro un*, 1993, Plon, p. 152.

[4] Jean Lacouture interviewé sur France-Info.

[5] « C'est moi qui dirigerai l'organisation révolutionnaire ; j'en serai le secrétaire général, je détiendrai les dossiers, je contrôlerai les ministres et je veillerai à ce qu'ils ne dévient pas de la ligne fixée par le comité central dans l'intérêt du peuple... », dans Debré (François), *Cambodge, la révolution de la forêt*, Flammarion, 1976, p.86.

[6] La dernière partie de cette phrase semble avoir été omise dans la traduction anglaise de Laura Summers. Se basant sur la traduction, William Shawcross coupe la phrase. Cf. *Une tragédie sans importance*, 1979, p. 245.

[7] Samphan (Khieu), *L'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation*, p. 164. Nombre de concepts économiques employés par Khieu Samphan sont puisés dans la thèse *Les effets structurels de l'intégration internationale des économies précapitalistes* (1957) de son collègue égyptien, futur économiste tiers-mondiste, Samir Amin. L'intégration dans l'économie internationale freine le développement de l'industrie et de l'agriculture en orientant l'activité du pays vers les secteurs improductifs. Khieu cite le protectionniste Frédéric List auteur du *Système national de l'économie politique*, dont les principes ont « guidé l'industrialisation de l'Allemagne » sous Bismarck, mais aussi l'économie hitlérienne.

[8] Je remercie Stephen Heder pour m'avoir fourni les références des articles dans les dictionnaires cambodgien-français. Voir Guesdon (Joseph), *Dictionnaire cambodgien-français*, Plon, 1930, p. 265 (pour *khmer daem*) et 866 (pour *thpong*).

[9] Guesdon (J.), *op. cit.*, p. 1203-1204. Tandt (S.), *Dictionnaire cambodgien-français*, Phnom Penh, Imprimerie Albert Portail, 1935, p. 1621-1622.

[10] Chandler (David), *op. cit.*, p. 70. Thion (Serge) et Kiernan (Ben), *Khmers rouges !*, Hallier-Albin Michel, 1981, p. 357.

[11] Revue dirigée par Jacques Vergès et diffusée par le comité de liaison de l'Association internationale des étudiants avec laquelle étaient en contact des communistes de l'AEK.

[12] LOCARD (Henri), *Le petit livre rouge de Pol Pot*, p. 177-178. Nous avons retrouvé des slogans khmers Viet-Minh diffusés en juin 1954, dans la zone Est du Cambodge, dirigée par Tou Samouth, alors supérieur de PolPot : « Vive le Cambodge pleinement indépendant. Dix Mille ans. Vive l'Union Khméro-Viet-Lao. Dix Mille ans. Vive Son Ngoc Minh, président du Cambodge Libre. Dix mille ans », Archives du SHAT 10 H 4134, Propagande Viet-Minh.

[13] Kiernan (Ben), *Le génocide au Cambodge, 1975-1979, race, idéologie et pouvoir*. Gallimard, 1998. Ben Kiernan était un ancien apologiste des Khmers rouges. Jusqu'en 1978, il avait « jeté publiquement le doute sur les récits d'atrocités des réfugiés », d'après Shawcross (William), *Le poids de la pitié*. Balland, 1985, p. 33.

[14] Chandler (David), *op. cit.*, p. 215.

[15] Chandler, Kiernan, *Pol Pot plans the future*, Monograph Series 33/ Yale University Southeast Asia Studies, New Haven, 1988, *Pol Pot plans the future*, p. 118.

[16] Ponchaud (François). *Cambodge, année zéro*, Julliard, 1977, p. 161. Ngor (Haing), *op. cit.*, p. 128. Sonn (Mœung) et Locard (Henri), *Prisonnier de l'Angkar*, Fayard, 1993, p. 88. Entretien avec Pin Yathay. Jean Morice. *Cambodge, Du sourire à l'horreur*. France-Empire, 1977, p. 319.

[17] Ponchaud (François), *op. cit.*, p. 161.

[18] *Histoire du Parti communiste d'Union soviétique*, 1939, p. 120. Lénine, *L'État et la Révolution, Œuvres complètes*, t. 25, août-septembre 1917, p. 504.

[19] Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, Éditions sociales, 1966, p.69.

[20] Lénine, *L'État et la Révolution, Œuvres complètes*, t. 25, p. 504.

[21] Ponchaud (François), *op. cit.*, p. 116. Pendant la saison sèche, les enfants étaient généralement chargés de rassembler les déchets ménagers et les excréments pour le compost.

Voir Mœung Sonn et Henri Locard. *Prisonnier de l'Angkar*, p. 85 et 182. Sheey (Gail), *L'enfant khmère ou l'instinct de survie*, Belfond, 1989, p.99. Fourier n'en était pas très éloigné dans son utopie.

[22] Entretien avec Laurence Picq du 21 mai 1998. Laurence Picq était mariée au cadre du ministère des Affaires étrangères Suong Sikoeun.

[23] À la différence de Babeuf qui admettait, dans ses projets de loi secrets, des rations différentes en fonction de l'âge et du sexe, les femmes recevaient autant que les hommes. Yathay (Pin), *L'utopie meurtrière*, p. 212, 282 et 188. Ekhpheap Hop, expression révolutionnaire signifiant que tout le monde mange la même chose. *Ekhpheap* signifiait aussi « être d'accord », en remplacement du verbe *yul-prom* ou simplement *chang* (vouloir), mais Pin Yathay nous a confirmé que les Khmers rouges avaient largement commenté l'expression avec le sens d'« unité ». Sonn (Mœung) et Locard (Henri), *op. cit.*, p. 85 et 120. Au ministère B-1 de Phnom Penh où vivait Laurence Picq, les enfants devaient recevoir le double des adultes, et dans les équipes de choc on recevait plus que les autres.

[24] Interview de Ieng Sary à *L'Espresso* de Rome du 8 mai 1977, citée dans *Asie-Débat*, n°5, 1979-1989, p. 34. Dans *The Tragedy of Cambodian History*, 1991, p. 240, David Chandler évoque sans doute la même interview lorsqu'il cite des propos de Ieng Sary en 1977 : « La révolution khmère n'a pas de précédent. Ce que nous essayons de faire n'a jamais été accompli dans l'histoire passée. »

[25] *Summary of World Broadcasts*, BBC, Far East, 30 septembre 1977.

[26] Passage cité et similaires dans Chandler, Kiernan, et Boua, *op. cit.*, p.1, 5, 38, 42, 45, 49, 119, 130, 187-188, 190-191.

[27] Chandler, Kiernan, et Boua, *Pol Pot plans the future*, p. 182.

[28] *Idem*, p. 183-187.

[29] *Nouvelles du Kampuchéa démocratique*, extraits de « la voix du Kampuchéa démocratique », décembre 1977, traduction non officielle du Comité des patriotes du Kampuchéa en France. « Collectiviste » fut mis de côté après 1977 au profit de « communiste ».

[30] PICQ (Laurence), entretien du 21 mai 1998, et communication personnelle de Suong Sikoeun, 31 mars 1999. Lénine soulevait prudemment le problème de la monnaie sous le régime révolutionnaire. Mais en 1919, il pensait lutter contre « la survivance du brigandage bourgeois » autrement qu'en nationalisant des banques : « Le PCR s'efforcera de prendre aussi rapidement que possible les mesures les plus radicales pour préparer la suppression de la monnaie, qui sera remplacée, en premier lieu, par des livrets de caisse d'épargne, des chèques, des billets à court terme donnant droit à divers produits, etc. » *Œuvres complètes*, Éditions sociales, t. 29, mars-août 1919, projet de programme du P.C.(b) R, p. 112.